

UNION EUROPÉENNE

Président de la Commission européenne :

Jacques Santer

Population : 370 208 000 habitants

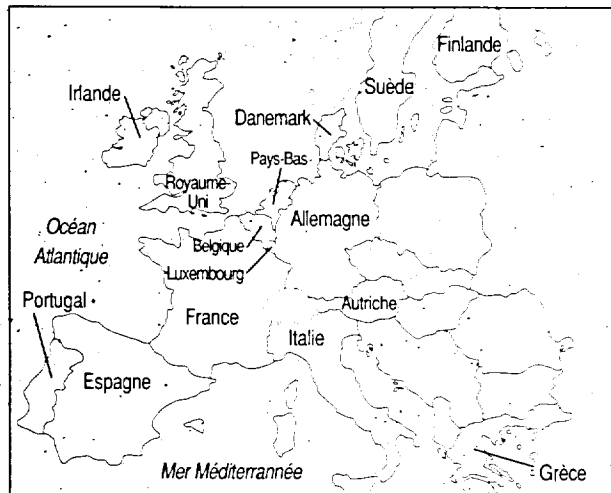
Produit intérieur brut (PIB) : 6,227 billions de dollars (1993)

Croissance du PIB projetée pour 1995 : de 2,5 % (Suède) à 3,6 % (R.-U.)

PIB par habitant en 1993 : de 10 578 dollars (Grèce) à 27 993 dollars (Luxembourg)

Taux de chômage projeté pour 1995 : de 7,2 % (Suède) à 23,9 % (Espagne)

Taux d'inflation projeté pour 1995 : de 2,0 % (Belgique) à 4,4 % (Espagne)



COMMERCE ET INVESTISSEMENT

L'Union européenne est un important partenaire commercial du Canada; collectivement, elle se place tout juste derrière les États-Unis à cet égard. En 1993, les échanges commerciaux entre le Canada et l'UE ont totalisé 24,8 milliards de dollars, soit 7 % du chiffre global pour le Canada. Depuis 1983, celui-ci enregistre un déficit dans ces échanges, déficit qui atteignait 4,6 milliards en 1993. L'UE se place aussi au deuxième rang en ce qui concerne les investissements étrangers directs (IED), c'est-à-dire la somme des capitaux investis par les étrangers dans des entreprises canadiennes, qui aident ces dernières à croître et à se développer. La part de l'UE s'établit à près du quart de tous les IED réalisés au pays. Le Canada et l'UE négocient présentement ou ont déjà ratifié des accords relatifs aux pêches, à la science et à la technologie, à la politique de concurrence, à l'essai et à la certification de produits soumis à des règlements, et à la coopération douanière.

RELATIONS BILATÉRALES

En 1990, le Canada et l'UE ont émis une déclaration conjointe – la Déclaration transatlantique – renfermant les principes d'un partenariat entre les deux entités, ainsi que des objectifs communs. La Déclaration prévoit des rencontres périodiques entre le Premier ministre du Canada, le chef du gouvernement du pays qui occupe la présidence de l'UE à ce moment-là, et le président de la Commission européenne. Elle prévoit aussi des consultations régulières au niveau ministériel. Au nombre des objectifs communs cités dans le document se trouvent la croissance économique, la stabilité des prix et du système financier international, la promotion des principes du marché libre, la prestation d'un soutien adéquat aux nations en développement et aux PECO, et la préservation de la paix et de la sécurité. La Déclaration invite aussi le Canada et l'UE à collaborer à la quête de solutions dans des domaines comme la recherche médicale, le trafic des stupéfiants, la protection de l'environnement, les migrations et les problèmes des réfugiés. Enfin, les deux entités ont également signé un accord-cadre de coopération commerciale et économique.

Le 1er janvier 1995, l'Autriche, la Finlande et la Suède ont adhéré à l'Union européenne, portant ainsi le nombre d'États membres à 15.

DOSSIERS COURANTS

La France et l'Allemagne souhaitent que l'UE devienne une fédération aux liens internes plus étroits, une union politique dotée d'une monnaie commune. À l'opposé, les Britanniques aimeraient que l'UE devienne une vaste zone de libre-échange au sein de laquelle chaque État conserverait une bonne part de son autonomie nationale. La Bulgarie, Chypre, la Hongrie, Malte, la Pologne, la République tchèque, la Roumanie et la Slovaquie se sont montrées intéressées à adhérer à l'Union européenne.